

Le procès de la PENSÉE

Dans un entretien à la presse, Daniel Lindenberg présente son livre en affirmant que l'UMP serait infiltrée par des « "léninistes" favorables au coup de force » et que les élus locaux du PS – dont il est membre – sont « parfois xénophobes »³. Si une partie de la droite est factieuse pendant qu'une fraction de la gauche est xénophobe, alors l'heure est grave. Il faut le lire. Juger sur pièces. Se faire une idée. Le bandeau du livre précise : « Pourquoi le monde vire à droite ». La 4^e de couverture dénonce une « montée » du néo-conservatisme dont les idées « autoritaires et parfois racistes » rappellent les années 30. Le contenu confirme cet alarmisme. Des « islamophobes aujourd'hui au pouvoir dans un nombre croissant » de pays européens répandent des « pulsions xénophobes ou autoritaires ». Un peu partout, la gauche « semble prête à s'allier avec ses pires adversaires ». En Italie, le « racisme s'affiche jusqu'aux sommets de l'Etat » et Oriana Fallacci mène une campagne « raciste d'une rare virulence ». Diantre !

Comment en est-on arrivé là ? Lindenberg l'explique par l'exil, du monde germanique vers le monde anglophone, de penseurs influencés par le conservatisme allemand des années 20. Arendt, Hayek, Strauss, Voegelin ont fait souche et leurs disciples, pétris par le contexte intellectuel de la guerre froide, ont aggravé l'héritage. En 1980, ils lancent le Manhattan Institute, « Soviet suprême de la révolution conservatrice ». En est résulté un néoconservatisme dont l'aile « léni-

Marc Crapez

Universitaire, chercheur associé
au laboratoire Sphiapopol (Paris-X),

auteur de *Défense du bon sens ou*

la controverse du sens commun,

Editions Du Rocher, 2004,

La Gauche réactionnaire – Mythe de

la plèbe et de la race dans le

sillage des Lumières, Berg

International, 1997.

niste » se regarde comme une avant-garde chargée d'imposer la démocratie par la force. Les années 2000 marquent un tournant idéologique. Alors qu'aux Etats-Unis la situation se rééquilibre, en dépit de la victoire à la Pyrrhus de Bush, la doctrine se réexporte en Europe, notamment en Italie et en Allemagne, et exerce une influence diffuse de par le monde. En France, le sarkozisme représente la traduction politique d'un terrain déblayé par trois catégories d'intellectuels : des correspondants locaux des think tank américains et des libéraux des années quatre-vingt passés de Reagan à Bush (aucun exemple n'est fourni mais la revue *Commentaire* est incriminée), enfin des « anticommunistes professionnels » devenus islamophobes (dont une notable proportion d'anciens maos qu'un virage théologique amènent à instrumentaliser les appareils religieux comme des remparts moraux).

Une rhétorique du soupçon

L'auteur pose à l'avocat d'un « procès des Lumières » et au martyr. Son précédent livre aurait « déchaîné les controverses ». Lui aurait valu d'être « agoni d'injures ». D'être victime d'une « chasse aux sorcières » et d'une « battue ». Aucun exemple ne corrobore ce sentiment de panique. Mais Lindenber est expéditif. Il prétend que qualifier Obama de « nouveau MacGovern » équivaut à se « déchaîner » (sic) contre le Président américain. Il brosse un tableau inquiétant de « forces favorables à une fermeture identitaire », de « brouillages des frontières idéologiques », où certains subissent une « manipulation par des forces dont les arrière-pensées » sont fascisantes. Le premier chapitre s'intitule « brouillards et brouillages ». Parmi ceux qui « brouillent les pistes », Shmuel Trigano se livrerait à des « manœuvres d'enveloppement de l'adversaire ». Que penser de cet emploi immodéré d'un vocabulaire digne d'un roman de John Le Carré : « ambiguïté » (x3), « euphémisé » (x3), « ambivalent » (x2), « subrepticement » (x2), « en catimini » (x2), « larvé » (x2), « inavoués », « s'avouent rarement », « plus ou moins avoué », « pas ouvertement », « souterrainement », « sous-entendus », « dissimulations », « officines », « en dépit de toutes ses dénégations », « réintroduisant en creux », « transpire », « perméabilité », « impensés », « glissement » ?

A plusieurs reprises, des locutions comme « il est clair que » ou « au final, la signification véritable » sont censées révéler « des connexions historiques souvent laissées dans l'ombre ». Elles permettent de repérer des « révolutions invisibles qui modifient en profondeur une culture tout en restant inaperçues du plus grand nombre », car ses acteurs sont « souvent peu connus du grand public » durant les « années souterraines ». On se demande bien pourquoi l'auteur croit bon devoir critiquer « la rhétorique gauchiste du "dévoilement" ».

De même, on ne comprend pas pourquoi il déplore que le terme « néoconservateur » soit « banalisé au point d'être devenu interchangeable » avec réactionnaire. Car lui-même ne cesse de l'assimiler à néolibéraux, néo-réactionnaires et même néo-maurrassiens.

La preuve est rarement administrée. Même si les conservateurs américains « n'ont certainement pas tous lu Maurras », ils en sont les héritiers « inconscients ». De Gaulle ? Il n'était « pas incompatible » avec l'héritage de Maurras. Nicolas Sarkozy ? Un « maurrassien se dissimulerait-il derrière » son catholicisme, c'est « une hypothèse qu'on ne saurait absolument écarter ». Alain Finkielkraut ? « Plus proche intellectuellement de Maurras » que de Blum car, « fidèle à ses obsessions », il « fustige le "métissage" ». Quand il est écrit qu'un conservateur italien « appelle aussi à combattre le "métissage" », on devine que cet auteur transalpin ne fait que critiquer l'éloge permanent du métissage. La méthode Lindenberg est peuplée d'insinuations. Si un conservateur américain n'aime pas Thomas Paine, c'est « sans doute parce que ce dernier » n'était pas raciste... Tel conservateur israélien est suspect car il a « fait traduire Burke, Popper et Leo Strauss en hébreu ». Aux Pays-Bas, le refus du multiculturalisme équivaldrait à celui, « en clair, des immigrants d'Afrique du Nord ». Singulière ignorance des correspondances entre l'immigration et l'empire colonial d'une nation ! On touche ici à un autre point, celui des bourdes, qui parsemaient déjà son livre précédent. C'est la guerre froide qui aurait conduit le Trésor américain à adopter la devise *In God We Trust* sur sa monnaie, assure-t-il péremptoirement « contrairement à une idée reçue ». Or, ce n'est pas exact et traduit une méconnaissance de ce pays, comme d'ailleurs de la République de Jules Ferry qui avait conservé la devise monétaire « Dieu protège la France ». A la recherche d'une nébuleuse anti-totalitaire, Lindenberg essaye de lui donner une apparence de cohésion et de ramifications, alors que les intellectuels sont divisés et leurs liens avec l'équipe Sarkozy ténus – et ce, au prix de nombreuses inexactitudes. Les éditions des Syrtes publieraient une collection intitulée « Démocratie et totalitarisme », alors que la collection « Démocratie ou totalitarisme » est aux éditions du Rocher. L'Institut d'histoire sociale publierait une revue intitulée *Liberté et totalitarisme*, alors qu'elle s'intitule *Histoire et liberté*. Les revues *Controverses* et *Le Meilleur des mondes* partageraient « nombre de rédacteurs et collaborateurs ». La Fondation pour l'innovation politique aurait été la « boîte à idées » de l'UMP. Stéphane Courtois, qui aurait fait partie de ceux pour qui la Révolution « justifie tout », décrirait maintenant le mouvement communiste comme un ramassis de « populace » et de « ratés ». C'est faux. Par contre, Lindenberg, lui, écrit bel et bien noir sur blanc que les think tanks conservateurs recrutent des « intellectuels ratés ».

Vieux réflexes du jargon de sa jeunesse ? Souci de plaire à la jeune extrême-gauche universitaire ? Toujours est-il que Lindenberg fustige les « idées rancées » d'une « contre-révolution rampante » d'aspect parfois « ultra-réactionnaire et bigot ». Par contraste, il vante les groupes « non domestiqués » qui protestent contre « le néolibéralisme et les politiques de contre-réforme économique et sociale menées depuis trente ans ». Si, à la plus extrême gauche, Alain Badiou et Loïc Wacquant sont « éventuellement critiquables selon les règles du débat démocratique », et si le néoconservatisme du xx^e siècle « mérite encore discussion », celui du xxi^e siècle « ne mérite, comme l'antisémitisme d'hier, que mépris et vigilance ». Cependant, à l'instar de l'extrême-gauche universitaire, il veille à donner à son propos des signes extérieurs de scientificité. Il traite Burke de « pamphlétaire », en compagnie d'Hayek. Il pourfend la « rhétorique hallucinée » d'Ayan Hirsi Ali. Il se place sur un terrain psychologisant qui refoule ses adversaires vers la pathologie politique (« pulsions néonationalistes », « pure affabulation »).

L'accusation permanente

Il ne réfute guère par un argumentaire logico-expérimental, il disqualifie avec des arguments d'autorité qui visent à intimider. La liste est longue. Le totalitarisme serait un concept que les autres « ne maîtrisent pas toujours dans sa double dimension philosophique et historique ». Leurs idées ne sont pas « épistémologiquement garanties par la communauté scientifique ». D'ailleurs, « beaucoup de spécialistes récusent ces amalgames et ces confusions. Mais qui les écoute ? ». Il blâme Pierre Nora d'avoir approuvé le projet de musée de l'Histoire de France de Sarkozy « au rebours de la communauté historienne dans sa majorité »... mais ne mentionne à l'appui qu'une maigre tribune de journal cosignée par deux universitaires. Sur le fond, il assène que « tous les historiens sérieux » s'opposent à ce qu'on juge sectaire la laïcité de 1905... mais oublie de préciser que c'était le cas de celle de 1904. Il invoque « les meilleurs historiens » et « les vrais spécialistes » (x2) mais ne cite sous cette rubrique que « le livre de Serge Audier, pour ne parler que de lui » (x2)⁴. La répétition de cette formule dans deux chapitres différents du livre produit un effet comique. Est-il fier d'avoir trouvé un disciple ou a-t-il mal relu son manuscrit ? D'autres phrases sont répétées dans différents chapitres, telle une critique de Maurras par Nolte qu'il exhibe d'un ton galiléen, ou encore une attaque de Jacques Rancière qui aurait « débusqué » le « double fond » du libéralisme français.

L'appareillage scientifiant de Lindenberg ne résiste pas à une lecture critique serrée, mais il peut faire impression. Il ne vise pas un résultat durable de *persuasion* et de réorientation des études savantes. Il cherche simplement à influen-

cer le débat public par un rapport de *force*. Qui ne connaît pas les arcanes des sciences sociales ne relève pas forcément son discours à géométrie variable, ses erreurs factuelles, ses insinuations non vérifiées et sa vision du monde conspirationniste. D'autant qu'il s'emploie à détourner l'attention en faisant croire, sans le moindre exemple à la clef, que John Fonte dénonce un « grand complot », tandis que David Horowitz « dénonce la mainmise des gauchistes sur les universités ». En réalité, Horowitz observait que les think tanks offrent un refuge aux auteurs de droite qui « se trouvent fichés par l'Université sur une liste noire invisible ». En outre, Lindenberg reconnaît « s'intéresser aux trajectoires biographiques » et, cette fois, le montre. Ainsi Bat-Ye'or, dont la « légitimité scientifique » serait « sérieusement mise en doute par les spécialistes », soignerait le traumatisme de son expulsion d'Égypte en 1957. Quant à la revue *Le Meilleur des mondes*, elle serait dirigée par un « couple qui aurait très mal vécu » le 11 septembre. Plus généralement, les itinéraires des intellectuels allant vers la droite seraient une « trahison des idéaux de leur jeunesse au profit d'un plan de carrière ».

Tel est pris qui croyait prendre : une imprécation très utile...

Il faut soumettre cet auteur à sa propre méthode, puis voir si elle est satisfaisante. Lindenberg décrit le néoconservatisme en train de « prendre le contrôle idéologique » d'institutions, tourné vers « la conquête des esprits » et « dont le dynamisme rappelle celui des historiens marxistes d'antan ». Il décrit en face la « faible réactivité d'une gauche qui semble n'avoir plus rien à opposer [...] alors même que cette révision la met en position d'accusée pour ses "crimes" et ses "mensonges" ». Les conservateurs l'emporteraient indirectement car la gauche « vient de plus en plus sur leur terrain ». Peu importe que ce tableau reflète ou non la réalité. Il traduit les impressions de quelqu'un qui a un sens aigu de la guerre idéologique, qui est animé par les images motrices d'une vision stratégique indifférente à l'idéal théorétique de vérité.

Son collègue politologue, Michel Offerlé, raisonne au sein du même univers mental lorsqu'il prétend étudier les partis politiques. Peu importe que la cible d'Offerlé ne soit pas le conservateur mais l'homme politique, car justement on peut retourner ses catégories contre lui en substituant des termes qui recouvrent le monde universitaire (ici en italiques) à ceux qui recouvraient le monde politique : « L'extension du marché des postes *universitaires* [...] conduit des agents à entrer dans la compétition qui ne disposent pas, ou du moins au départ disposent en plus faible quantité, des capitaux nécessaires pour fonder une autorité *scientifique* et intervenir de manière pertinente [...] Dans toute relation *académique* tend à prévaloir une logique de club [qui] permet au personnel

universitaire en place de s'assurer la collaboration d'agents à leur image, propres à asseoir leur autorité et à préserver la continuité de leur domination [...] Contrôler un *secteur académique*, c'est disposer directement ou par procuration de la maîtrise stratégique des capitaux ayant cours dans une organisation, c'est aussi réussir à imposer sa définition des capitaux qui y ont cours »⁵.

En fait, on l'aura compris, c'est involontairement de lui-même qu'Offerlé parle. Il projette sur l'homme politique la même chose que Lindenberg projette sur le conservateur : sa propre médiocrité et son arrivisme idéologique. Docteur en 1979, avec une thèse d'un niveau affligeant, Offerlé reconnaît avoir eu du mal, à cause de son jargon, à publier un article dans une revue en 1984. Quant à Lindenberg, il évoque tel « politologue de deuxième catégorie » et, par ailleurs, la création de Paris-VIII à Vincennes et ses propres « laborieuses ébauches » doctorales refusées par Bourdieu. Des politologues comme Lindenberg, Offerlé et d'autres, dont les recherches doctorales furent d'un niveau assez courant, qui ont eu des difficultés à se faire connaître, et dont les études appliquées ne sont pas si nombreuses, ne trouvent-ils pas des compensations dans la posture valorisante du théoricien chef d'école, la dénonciation antifasciste pour le premier et une méthodologie baptisée socio-histoire pour le second ? Le combat de Lindenberg est donc à resituer dans sa trajectoire personnelle, mais plus encore dans la socialisation du milieu académique de la science politique française. Car on ne saurait réduire les idées à un capital symbolique manipulé par les déterminants manœuvriers d'un utilitarisme cynique. La prédisposition par des conflits intimes ne peut être écartée, mais il faut étudier les conditions et circonstances sociales.

Directeur d'un département de science politique, Lindenberg est en quelque sorte la *pièce d'un mécanisme au confluent d'une distorsion* schizophrénique entre la quantité de nouveaux universitaires issus de l'extrême-gauche et la qualité des travaux qui délégitiment le légendaire de la gauche. Au retentissement du *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois, s'ajoutent des œuvres de sociologues comme Raymond Boudon, Jean Baechler, Dominique Schnapper, de politistes comme Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff, Guy Hermet, et tout un contexte de fin de cycle de l'hégémonie de 68 chez d'autres auteurs. Solide et étayé, l'apport fait peur à la gauche sectaire, qui veut à tout prix trouver un dérivatif, un contre-feux ou second front.

Pendant ce temps, le rapport de l'université à la société a enfanté une incongruité : il y a davantage d'universitaires spécialistes de l'extrême-droite que de journalistes d'extrême-droite et il n'y a plus d'universitaires d'extrême-droite. Il n'y a plus de « fascistes » dans l'Université. Il y a déjà vingt ans que le « réactionnaire » Victor Nguyen s'est suicidé, tentative désespérée d'alerter la communauté

scientifique sur le sectarisme du recrutement⁶. Dans le même temps, les travaux sur l'extrême-droite sont presque toujours le fait, dans les générations d'universitaires postérieures à celle de Pascal Perrineau, d'anciens militants d'extrême-gauche. Cette histoire se confond quasiment avec celle de la science politique comme discipline universitaire. Cette benjamine du droit et de l'histoire se révolte contre eux en faisant un pont d'or à la sociologie de Bourdieu. Ce flottement favorise la politisation des critères et l'essor de trois axes porteurs : le pro-européisme, les minorités et l'antifascisme. La gauche universitaire installée en science politique, qui est souvent une ancienne extrême-gauche de 68, nourrit en son sein une jeune extrême-gauche considérée comme un auxiliaire précieux dans la guerre idéologique totale contre le national-populisme. A tel point que l'étude de l'extrême-gauche est implicitement prohibée, jusqu'à ce que la poussée électorale du trotskisme n'en vienne à inquiéter la gauche modérée. Celle-ci a longtemps fermé les yeux sur l'extrême-gauche pourvu qu'elle produise des études d'apparence scientifique contre l'extrême-droite. En tant que responsable d'un département de science politique, Lindenberg est amené à se justifier du recrutement d'un homme accusé par la justice italienne de complicité avec l'extrême-gauche ultra-violente des années 1970. Il invoque « les critères universitaires »⁷. Mais le palmarès de pléthore d'autres candidats était-il vraiment moins bon ? De surcroît, on constate dans la commission de recrutement une sur-représentation de politologues qui se réclament de la socio-histoire⁸. L'effet pervers de cette consanguinité se fait sentir au fil du temps qui génère de nouvelles perceptions. Il est renforcé dans sa sociabilité de gauche sans la moindre lueur de contestation, de rectification ou de contradiction. Ce milieu a ses tics de langage et finit par y croire : la droite dure commence à Pascal Perrineau et Tony Blair, tel libéral est maurassien, cet autre chevènementiste est d'extrême-droite, etc. Ce jargon sectaire est transposé au réel sans retenue. Dans le monde des idées, les Anti-Lumières sont révolues depuis des décennies. Elles ont quasi-complètement disparues. Mais d'aucuns ont besoin de ressusciter un nouvel ennemi.

Envisager Lindenberg sous l'angle du directeur de département universitaire, le prendre plus au sérieux comme chef et enseignant que comme scientifique et auteur, éclaire du même coup l'ensemble du puzzle. On comprend alors pourquoi Pierre Rosanvallon fut le mentor de son précédent livre⁹. On retrouve les mêmes acteurs et ingrédients : le début des années 2000, les jurys de science politique, la pression de la socio-histoire, le recrutement... Rosanvallon aspire à devenir chef de file mais bute sur l'extrême-gauche qui l'empêche de faire école en rétorsion à ses critiques inadmissibles de l'histoire sociale ou d'Habermas. Dans les commissions de recrutement, l'extrême-gauche dispose d'une

minorité de blocage. Le centre-gauche en a peur. La science politique est une discipline où se côtoient, comme deux plaques tectoniques, une notable proportion des intellectuels réputés et une importante quantité des idéologues en circulation. Dans un jury d'agrégation, un partisan de la socio-histoire exclut un candidat libéral en ces termes : « On va quand même pas donner l'agrégation à un type de droite ! ». Ceux qui ont vécu 68 comme une parenthèse et non une propédeutique sont poussés à faire des concessions. Rosanvallon méprise l'extrême-gauche mais veut sa tranquillité.

La plate-forme idéologique de Lindenberg

L'union sacrée à gauche est le remède. C'est d'elle que surgit la figure fantomatique du relaps. Lindenberg exhorte les intellectuels de gauche à se défier davantage « de leurs faux amis que de leur ennemis déclarés ». A deux reprises, il cite Bourdieu qui sonnait le tocsin contre la trahison à gauche au profit d'une « Internationale conservatrice ». Il n'est pas le seul à avaliser les anathèmes de Bourdieu contre « une manière plus dangereuse parce qu'elle peut se donner des airs de radicalisme, d'accepter les choses comme elles sont »¹⁰. Cet irrecevable argument fiévreux du faux frère, qui accuse le voisin d'impureté idéologique voire d'être à la solde du camp d'en face, est tout droit sorti du temps des extrémismes idéologiques. On a oublié de le relever, mais le drapeau du « rappel à l'ordre » brandi par Lindenberg appartient au langage du bolchevisme lâchant les chiens du dogmatisme. L'accusation de dérapage est cousine de celle de déviation. La vigilance accusatrice réclame la justification : « Expliquez-vous ! ». Au besoin, les suspects seront rééduqués car, particulièrement oblique, l'ennemi se faufile et s'infiltré.

Outre Bourdieu, Lindenberg loue Habermas, victime de « critiques acerbes » ; Mill, qu'il rapproche de Jacques Rancière pour en faire un « libéral-socialiste » ; Ernst Cassirer, qu'il qualifie de « dernier des grands philosophes libéraux en Allemagne » en dépit de ses complaisances staliniennes (en revanche, Tocqueville, Constant, Guizot sont cordialement détestés). Et Lindenberg de nous entretenir d'un livre de Rancière « dirigé contre des penseurs comme Alain Badiou, Benny Lévy ou Jean-Claude Milner ». Mais peut-on réellement parler de penseurs ? Et surtout, c'est aussi peu intéressant que le coup de fil de Foucault à Benny Lévy lisant Lefort, ou les « tiraillements internes » de l'école freudienne. Lindenberg critique le conservateur Norman Podhoretz d'avoir fait une « allusion » érotique à la culture gauchiste... avant d'en faire une lui-même en admettant qu'elle implique le souvenir de « certaines filières militantes ». Il se dit victime d'une intolérance parisianiste alors qu'il se focalise sur les cénacles intellectualistes. Gageons que le jeune étudiant de valeur, curieux de la vie de

la Cité, a davantage envie de connaître et d'apprécier Monique Canto-Sperber, Chantal Delsol, Jean Leca, Philippe Raynaud, Alain Renaut, Alain Touraine, ou d'autres déjà cités, qu'Edward Saïd dont Lindenberg fait un « très grand penseur » pendant qu'il tolère du bout des lèvres « un Raymond Aron ».

Contrairement à d'autres, Lindenberg ne s'attaque pas directement à Aron et Furet, considérant que, de par leur antitotalitarisme, « fût-ce à leur corps défendant, ils ont incontestablement favorisé chez leurs disciples » le passage au néo-conservatisme. Il affirme gratuitement que chez ceux-ci, la mention de Burke n'aurait « plus rien à voir » avec ce qu'elle représente chez Aron. Il affirme inconsiderément qu'Aron n'a jamais songé à une continuité entre « jacobinisme des Lumières », communisme et nazisme, oubliant que celui-ci avait fait connaître la thèse de Jacob Talmon, *Les origines de la démocratie totalitaire*. Contrairement à Zeev Sternhell, Lindenberg préfère la notion de Contre-Lumières à celle d'Anti-Lumières, mais c'est par intransigeance à l'égard des Lumières vu « l'aspect ethnocentrique caché qu'elles manifestent parfois ». De plus, il réintroduit discrètement ce dont il s'est distancié, en imputant un « bilan des Anti-Lumières » assez « terrifiant » aux fascismes d'hier et aux fondamentalismes d'aujourd'hui. Ce schématisme est discutable à plus d'un titre. D'abord parce que les intégristes chrétiens ou juifs d'aujourd'hui ne terrifient personne. Ensuite parce que le fascisme est loin de ne s'être abreuvé que d'hostilité à toutes les formes de Lumières. Enfin parce que les Lumières radicales, comme les appelait Strauss, véhiculent un constructivisme sans frein qui entend reprogrammer le monde social comme une machine, ce qui enfante du fanatisme.

Lindenberg dit se « garder bien d'entrer dans une discussion sur les limites ou apories philosophiques des Lumières ». C'est pourtant ce qu'il aurait fallu faire. C'est la seule chose qui vaille. C'est uniquement ce que font les auteurs qu'il décrie. Loin de lire en cachette des livres de Maurras, ils l'ont en horreur. Il est malhonnête de tout mélanger dans un « recul général de la rationalité » et un « éternel procès des Lumières », pour énumérer tout ce qui tient lieu de concepts à Lindenberg, qui récusé la notion de pensée unique car son problème, « a dit un philosophe, "c'est qu'il y en a plusieurs" ». Malgré tout, il comprend très bien de quoi il s'agit quand il nomme le « pouvoir des médias et du politiquement correct ». Ailleurs, il assure qu'il serait de nos jours « toujours bien porté » de critiquer les Lumières suivant une « nouvelle pensée unique ». Ce n'est pas vrai. Mais cela traduit une anxiété. Incapacité à riposter sur le fond face au talent de travaux qui portent atteinte au légendaire de la gauche ? Bien qu'entouré de jeunes universitaires politisés, Daniel Lindenberg se sentirait-il isolé et peu considéré, un manque d'estime intellectuelle de soi générant la haine d'autrui et une peur de la pensée ?

notes

1. Le Seuil, 292 pages.
2. Très politiquement correct, remarquons que l'auteur épargne le monde arabo-islamique des critiques virulentes qu'il adresse au christianisme, au judaïsme, à la communauté juive, à l'Occident en général. Il n'épargne pas aussi certaines revues comme *Commentaire*, *Le Meilleur des Mondes* (excepté *Esprit*, auquel il appartient).
3. *La Tribune*, 4 septembre 2009.
4. Voir mon compte-rendu de S. Audier in *Controverses*, 10, mars 2009.
5. M. Offerlé, *Les Partis politiques*, PUF, 2002, p. 21, 56, 66.
6. Voir la préface de P. Chaunu à V. Nguyen, *Aux origines de l'Action Française. Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Fayard, 1991.
7. D. Lindenberg, *Le Monde*, 27 août 2002 (à propos de Paolo Persichetti qui n'est pas recherché pour implication directe contrairement à Battisti).
8. La liste figure dans *Système D*, 16, avril 2004, p. 3 (bulletin de l'Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique, de même orientation politique).
9. La publication aurait été suscitée par des disciples activistes de Rosanvallon, voir P.-A. Taguieff, *Les Contre-révolutionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*, Denoël, 2007, p. 43, 44, 51, 55, 66, 84.
10. Voir ma lecture critique de M. Angenot in *Bulletin d'histoire politique*.